



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A. CNH France de
respecter certaines dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 et de
l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 concernant son établissement
situé à CROIX et WASQUEHAL**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 514-1 et L.171-6, L. 171-8, L172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 accordant à la S.A. CNH FRANCE l'autorisation de régulariser la situation de ses installations de production de matériels en machinisme agricole sur le territoire des communes de CROIX et WASQUEHAL – 71 rue Georges Hannart ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le contrôle réalisé le 30 juin 2015 par l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) ;

Vu le rapport en date du 11 août 2015 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à cette visite d'inspection ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission en date du 14 août 2015 ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'Environnement aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de protection contre la foudre du secteur Dubled réalisée conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de surveillance des rejets atmosphériques de l'établissement en COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrite par l'article 8.2.1.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté la non validité des données du plan de gestion de solvants réalisé par l'exploitant en application de l'article 3.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé rendant ses conclusions non interprétables ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 30 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté des conditions de manipulation de l'acide chlorhydrique non conformes aux dispositions de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions réglementaires applicables à l'établissement de la société CNH France situé sur le territoire des communes de CROIX et WASQUEHAL ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La S.A. CNH FRANCE, dont le siège social est situé 16-18 rue des Rochettes à MORIGNY-CHAMPIGNY (91150), est mise en demeure pour son établissement de CROIX et WASQUEHAL de se conformer aux dispositions réglementaires suivantes sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.1 – Protection contre la foudre – secteur Dubled

Article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

Cet article est applicable aux installations du secteur Dubled.

Article 1.2 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

Article 8.2.1.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé :

« Installations de peinture :

L'exploitant doit effectuer les contrôles à la fréquence citée ci-dessous, selon les normes visées au titre 9 :

Installation	Fréquence	Enregistrement	Paramètres
Conduits n°2A, 2B, 3A, 3C et 6	Annuelle	oui	COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, COV à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40, avec spéciation

Article 1.3 – Émissions diffuses - COV

Article 3.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé :

*« L'installation consommant plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place annuellement un plan de gestion de solvants tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Le flux annuel des émissions diffuses lié au procédé de cataphorèse et de laquage ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée. »*

Article 1.4 – Transports – Chargements – Déchargements – Zone de stockage de l'acide chlorhydrique

Article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 susvisé :

« Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. »

Cet article est applicable à la zone de stockage de l'acide chlorhydrique et à l'aire de dépotage associée.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même Code.

Article 3 – Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 – Notifications

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de CROIX et WASQUEHAL,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de CROIX et WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.

Fait à Lille, le 25 SEP. 2015

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ



